



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 143

## **Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement**

---

### **Présentation**

**Présenté par  
M. Pierre Paradis  
Ministre de l'Environnement**



---

**Éditeur officiel du Québec  
1991**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a principalement pour objet de modifier la sous-section 1 de la section IV.2 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement relative à l'attestation d'assainissement en milieu industriel afin d'en faciliter son application.*

*Ce projet de loi précise le contenu de l'attestation d'assainissement et spécifie les pouvoirs attribués au ministre de l'Environnement afin de lui permettre d'élaborer le contenu de l'attestation, notamment afin de prévoir un plan de gestion des déchets.*

*De plus, ce projet prévoit un pouvoir d'ordonnance ayant pour objet d'interdire à l'exploitant d'un établissement industriel de rejeter des contaminants dans l'environnement si celui-ci omet de soumettre une demande d'attestation dans les délais prévus par règlement. L'exécution de la décision du ministre relative à cette ordonnance est maintenue, malgré l'appel, à moins d'une décision contraire de la Commission municipale.*

*Ce projet de loi modifie les dispositions relatives à la consultation publique en accordant, notamment, une période additionnelle au demandeur d'une attestation pour lui permettre de faire des représentations à la suite de la consultation publique sur le dossier de la demande. Il apporte également des ajustements aux dispositions relatives aux obligations du titulaire, notamment celle qui oblige le titulaire d'une attestation à soumettre au ministre de l'Environnement, avant l'installation d'un dispositif de traitement, un rapport technique sur la solution retenue.*

*De plus, ce projet de loi prévoit certaines modalités relatives au changement d'exploitant et précise les cas où le titulaire doit demander une modification à son attestation ainsi que ceux où le ministre peut modifier une attestation au cours de sa période de validité. Il prévoit également de nouveaux cas où le ministre peut suspendre ou révoquer une attestation et ajuste certains pouvoirs*

*réglementaires en matière de tarification des actes administratifs ainsi que ceux relatifs à la garantie. Finalement, il prévoit que l'autorisation du ministre pour utiliser un lieu d'élimination des déchets désaffecté à des fins de construction subsiste au-delà de la période de 25 ans actuellement prévue.*



# Projet de loi 143

## Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 31 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2), modifié par l'article 3 du chapitre 26 des lois de 1990, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, dans la septième ligne du paragraphe *g* et après le mot « selon », de « la catégorie, la nature, l'importance ou »;

2° par le remplacement du paragraphe *n* par le suivant:

« *n*) exiger d'une personne, comme condition préalable à la délivrance d'un certificat d'autorisation, d'un certificat, d'une autorisation ou à la délivrance ou au renouvellement d'un permis et dans les cas qu'il peut déterminer, qu'elle fournisse une garantie pour permettre au ministre de prendre ou de faire prendre les mesures requises en application des articles 59, 113, 115 ou 115.1 et dont le coût peut être imputé à cette personne, fixer la nature et le montant de la garantie ainsi que les conditions d'utilisation de la garantie par le ministre et celles de sa remise; ce montant peut varier selon la catégorie, la nature, l'importance ou le coût du projet pour lequel la garantie est exigée; ».

**2.** L'article 31.11 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est remplacé par le suivant:

« **31.11** Nul ne peut émettre, déposer, dégager ou rejeter ni permettre l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant résultant de l'exploitation d'un établissement industriel pour lequel le ministre a refusé de délivrer

une attestation d'assainissement tant que le ministre n'a pas délivré une attestation d'assainissement relativement à une autre demande soumise pour l'exploitation de cet établissement. ».

**3.** L'article 31.12 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement des paragraphes 1° et 2° par les suivants :

« 1° la description et la localisation des points d'émission, de dépôt, de dégagement ou de rejet dans l'environnement de contaminants résultant de l'exploitation de l'établissement industriel ainsi que la description de ce qui constitue la source de chacun de ces points d'émission, de dépôt, de dégagement ou de rejet de contaminants, dans la mesure où ces points font l'objet d'une norme ou d'une exigence visée par l'un des éléments contenus dans l'attestation ;

« 2° la liste des règlements adoptés en vertu de la présente loi applicables à l'exploitant de l'établissement industriel ; » ;

2° par le remplacement, dans les troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du paragraphe 3°, de « pour chaque contaminant émis, déposé, dégagé, ou rejeté dans l'environnement et provenant de l'exploitation d'un établissement industriel, à l'exception de celles qui sont incompatibles avec les normes établies par le ministre en vertu de l'article 31.15 » par les mots « dans la mesure où ces normes sont applicables à l'exploitant de l'établissement industriel » ;

3° par la suppression des paragraphes 4° et 5° ;

4° par le remplacement, dans la sixième ligne du paragraphe 6°, de « l'article 31, » par « l'article 31 ainsi que » et par le remplacement, dans les neuvième, dixième, onzième et douzième lignes de ce paragraphe, des mots « ainsi que toute autre méthode ou norme déterminée par le ministre relative au contrôle et à la surveillance du rejet de contaminants y compris les modalités de transmission des états des résultats recueillis » par « , dans la mesure où ces méthodes ou normes sont applicables à l'exploitant de l'établissement industriel ».

**4.** L'article 31.13 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 1°, de « de l'article 31.15 » par « du premier alinéa de l'article 31.15 ainsi

que, dans le cas visé au deuxième alinéa de cet article, les exigences et échéances d'application fixées par le ministre en vertu de cet alinéa »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 1°, du suivant :

« 1.1° les normes relatives au rejet de contaminants visées au paragraphe 3° de l'article 31.12 dont l'application, en vertu d'une décision prise par le ministre conformément au troisième alinéa de l'article 31.15, est reportée ainsi que la période de temps pendant laquelle leur application est reportée; »;

3° par le remplacement du paragraphe 2° par les suivants :

« 2° un programme correcteur imposé par le ministre en vertu de l'article 31.15.1;

« 2.1° un plan de gestion des déchets imposé par le ministre en vertu de l'article 31.15.2;

« 2.2° les exigences supplémentaires relatives au contrôle et à la surveillance du rejet de contaminants fixées par le ministre en vertu de l'article 31.15.3; »;

4° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 4°, des mots « ou d'évacuation »;

5° par le remplacement, dans les septième et huitième lignes du paragraphe 5°, de « de mesures de prévention, d'urgence ou d'évacuation » par les mots « de mesures de prévention et de mesures d'urgence ».

**5.** L'article 31.14 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est abrogé.

**6.** L'article 31.15 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, des mots « les normes relatives au rejet de contaminants » par les mots « l'ensemble des normes relatives au rejet de contaminants adoptées par le gouvernement ou par une municipalité » et par la suppression, dans la neuvième ligne, de « que celles visées au paragraphe 3° de l'article 31.12 »;

2° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Le ministre peut, pour chacune des normes de rejet qu'il peut établir en vertu du premier alinéa, prévoir dans l'attestation une date de mise en application de cette norme en fixant des exigences et échéances d'application.

Le ministre peut également, lors de la délivrance de l'attestation d'assainissement, reporter, pour une période qui ne peut excéder trois ans, l'application d'une norme relative au rejet de contaminants visée au paragraphe 3° de l'article 31.12 lorsqu'il considère que le respect de cette norme au moment de son application à l'égard du titulaire interférera avec les exigences et échéances d'application fixées en vertu du deuxième alinéa.

Pour l'application du troisième alinéa, il y a interférence lorsque l'introduction d'une technologie de réduction ou d'un procédé industriel qui permettrait le respect de la norme réglementaire visée au troisième alinéa est insuffisante et incompatible avec la technologie ou le procédé dont l'introduction est prévue pour permettre le respect d'une norme de rejet établie par le ministre en vertu du premier alinéa. ».

**7.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 31.15, des suivants:

« **31.15.1** Lorsque le ministre constate qu'un demandeur d'attestation d'assainissement ne respecte pas une norme relative au rejet de contaminants visée au paragraphe 3° de l'article 31.12, il peut exiger que le demandeur lui soumette, dans les 60 jours suivant la date de la signification d'un avis écrit ou à toute date ultérieure indiquée dans l'avis, un programme correcteur ayant pour but d'amener le demandeur à se conformer à cette norme.

Le ministre peut, lors de la délivrance de l'attestation, imposer le programme correcteur avec ou sans modification.

À défaut par le demandeur d'avoir soumis un programme correcteur dans le délai qui lui est imparti, le ministre peut lui imposer, lors de la délivrance de l'attestation, tout programme correcteur qu'il estime nécessaire pour amener le titulaire de l'attestation à se conformer à cette norme et, à cette fin, fixer les conditions, exigences, échéances et modalités du programme.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où la demande d'attestation concerne un établissement industriel dont l'exploitation a débuté après la date de l'entrée en vigueur du décret déterminant la catégorie d'établissements industriels à laquelle appartient



l'établissement du demandeur ni dans le cas où la demande concerne un établissement industriel pour lequel le ministre a déjà délivré une attestation d'assainissement.

« **31.15.2** Le ministre peut exiger que le demandeur lui soumette, dans les 60 jours suivant la date de la signification d'un avis écrit ou à toute date ultérieure indiquée dans l'avis, un plan de gestion des déchets produits par l'établissement industriel ou situés sur le site de l'établissement.

Le ministre peut, lors de la délivrance de l'attestation, imposer le plan de gestion avec ou sans modification.

À défaut par le demandeur d'avoir soumis un plan de gestion des déchets dans le délai qui lui est imparti, le ministre peut lui imposer, lors de la délivrance de l'attestation, tout plan de gestion des déchets qu'il estime nécessaire pour la protection de l'environnement et, à cette fin, fixer les conditions, exigences, échéances et modalités du plan.

« **31.15.3** Lorsque l'ensemble des méthodes et des normes visées au paragraphe 6° de l'article 31.12 sont insuffisantes pour assurer un contrôle et une surveillance adéquats du rejet de contaminants résultant de l'exploitation d'un établissement industriel, le ministre peut fixer dans l'attestation toute exigence supplémentaire relative au contrôle et à la surveillance du rejet de contaminants y incluant, notamment, les modalités de transmission des états des résultats recueillis.

« **31.15.4** Le ministre peut, pour tout établissement industriel à l'égard duquel une demande d'attestation d'assainissement a été soumise, déterminer les éléments visés aux paragraphes 3° à 5° de l'article 31.13 applicables à un tel établissement. ».

**8.** L'article 31.16 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« À défaut par l'exploitant de soumettre au ministre une demande d'attestation dans les délais et selon les modalités déterminés par règlement, le ministre peut ordonner à l'exploitant de cesser d'émettre, de déposer, de dégager ou de rejeter dans l'environnement un contaminant résultant de l'exploitation que ce dernier fait d'un établissement industriel tant que celui-ci ne lui aura pas soumis une demande d'attestation selon les modalités déterminées par règlement.

Le ministre doit, avant de rendre une ordonnance, signifier à l'exploitant un préavis de 30 jours lui indiquant qu'il a omis de

soumettre une demande d'attestation dans les délais et selon les modalités déterminés par règlement et mentionnant qu'à défaut de soumettre sa demande selon les modalités déterminées par règlement à l'expiration des 30 jours de la signification de ce préavis, le ministre pourra lui ordonner, conformément au deuxième alinéa, de cesser d'émettre, de déposer, de dégager ou de rejeter dans l'environnement un contaminant. Le ministre transmet également une copie du préavis au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité où se trouve l'établissement industriel.

L'ordonnance doit contenir l'énoncé des motifs du ministre. Elle prend effet le trentième jour suivant la date de sa signification à l'exploitant de l'établissement industriel ou à toute date ultérieure qui y est indiquée à moins que l'exploitant ne soumette avant la prise d'effet de l'ordonnance une demande d'attestation selon les modalités déterminées par règlement. ».

**9.** L'article 31.19 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « l'un des avis visés » par les mots « l'avis visé ».

**10.** L'article 31.20 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **31.20** Le ministre doit à l'égard de la demande faire publier, à deux reprises, dans les délais fixés par règlement, un avis de son intention de délivrer ou de refuser de délivrer une attestation d'assainissement dans un quotidien de Montréal et un quotidien de Québec ainsi que, pour les établissements industriels situés à l'extérieur de la région de Montréal et de la région de Québec, dans un quotidien ou un hebdomadaire publié dans la région où se trouve l'établissement industriel. » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « ces » par le mot « cet » et par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes de cet alinéa, des mots « la source de contamination » par les mots « l'établissement industriel » ;

3° par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa, des mots « Ces avis doivent » par les mots « Cet avis doit ».

**11.** L'article 31.21 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié par le remplacement, dans les première

et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « la publication de l'un des avis visés » par les mots « les publications de l'avis visé ».

**12.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 31.21, du suivant :

« **31.21.1** Le ministre doit, après l'expiration de la période de consultation du dossier de la demande, transmettre au demandeur un avis écrit l'informant de son intention de lui délivrer ou de refuser de lui délivrer une attestation d'assainissement.

Le ministre doit indiquer dans cet avis les motifs de son intention et, le cas échéant, la teneur de l'attestation d'assainissement proposée ou les modifications qu'il entend y apporter.

Le demandeur peut, dans les 30 jours suivant la date de la transmission de cet avis, faire des représentations écrites auprès du ministre afin de lui demander de modifier la teneur de l'attestation d'assainissement proposée ou, selon le cas, de lui délivrer une attestation d'assainissement. ».

**13.** L'article 31.22 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes de la partie de l'article qui précède le paragraphe 1°, des mots « la période de consultation du dossier de la demande » par « l'expiration du délai prévu au troisième alinéa de l'article 31.21.1 » ;

2° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 1°, de « , sur acquittement des droits fixés par règlement, » et par le remplacement, dans la cinquième ligne de ce paragraphe, des mots « la source de contamination » par « l'établissement industriel ou, à défaut de quotidien ou d'hebdomadaire publié dans cette région, dans un quotidien ou un hebdomadaire qui y est distribué ».

**14.** L'article 31.23 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 1°, de « visées au paragraphe 3° de l'article 31.12 ainsi que celles » par « , les exigences et échéances d'application » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 1°, du suivant :

« 1.1° respecter le programme correcteur visé au paragraphe 2° de l'article 31.13 ; » ;

3° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° respecter les éléments visés aux paragraphes 2.1° à 5° de l'article 31.13; »;

4° par la suppression du paragraphe 7°;

5° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Lorsque le titulaire de l'attestation d'assainissement prévoit procéder à l'installation de dispositifs pour le traitement des eaux usées dans l'établissement industriel pour lequel l'attestation lui a été délivrée ou a l'intention d'installer ou de poser, dans cet établissement, un appareil ou un équipement destiné à prévenir, à diminuer ou à faire cesser le dégagement de contaminants dans l'atmosphère, il doit, préalablement à leur installation, soumettre au ministre un rapport technique sur la solution retenue conformément aux règlements. ».

**15.** Les articles 31.24 et 31.25 de cette loi, édictés par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, sont remplacés par les suivants :

« **31.24** Tout nouvel exploitant d'un établissement industriel pour lequel l'exploitant précédent était titulaire d'une attestation d'assainissement devient titulaire de l'attestation à compter de la date du début de son exploitation.

Le nouveau titulaire doit, dans les 30 jours suivant la date du début de son exploitation, aviser le ministre du changement de titulaire.

« **31.25** Le titulaire d'une attestation d'assainissement ne peut effectuer des changements susceptibles d'entraîner une dérogation aux dispositions de son attestation ni effectuer des changements aux procédés industriels ou aux équipements de production susceptibles de modifier la nature des contaminants émis, déposés, dégagés ou rejetés dans l'environnement par l'établissement industriel ou d'y ajouter de nouveaux contaminants, à moins d'obtenir du ministre une attestation d'assainissement modifiée ou, sauf pour les cas visés au quatrième alinéa, un avis écrit indiquant que ces changements ne requièrent aucune modification à son attestation.

Dans les cas visés au premier alinéa, le titulaire doit soumettre au ministre une demande de modification d'attestation d'assainissement selon les modalités déterminées par règlement. L'article 31.17 s'applique, en l'adaptant, à la demande de modification d'attestation.

Après avoir analysé la demande de modification d'attestation d'assainissement, le ministre doit, dans les 60 jours de la demande de modification :

1° soit délivrer au demandeur une attestation d'assainissement modifiée ;

2° soit refuser de délivrer au demandeur une attestation d'assainissement modifiée et, dans ce cas, il lui transmet un avis l'informant des motifs justifiant le refus ;

3° soit transmettre au demandeur un avis écrit indiquant que les changements ne requièrent aucune modification à son attestation d'assainissement.

Toutefois, malgré le troisième alinéa, dans les cas prévus par règlement, les articles 31.18 à 31.22 s'appliquent, en les adaptant, à la demande de modification d'attestation. ».

**16.** L'article 31.26 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du paragraphe 3° du premier alinéa, des mots « les méthodes ou les normes déterminées par le ministre relatives au contrôle et à la surveillance du rejet de contaminant y compris » par « les exigences supplémentaires fixées par le ministre relatives au contrôle et à la surveillance du rejet de contaminants y incluant, notamment, » ;

2° par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« Lorsque le gouvernement adopte en vertu de la présente loi un règlement applicable à l'exploitant d'un établissement industriel et que ce dernier est titulaire d'une attestation d'assainissement, le ministre doit ajuster le contenu de l'attestation afin de tenir compte de l'adoption des nouvelles normes réglementaires qui lui sont applicables.

Toutefois, le ministre peut, dans les 90 jours de l'adoption par le gouvernement d'une nouvelle norme relative au rejet de contaminants, reporter, pour une période qui ne peut excéder trois ans, l'application de cette norme, lorsqu'il considère que le respect de cette nouvelle norme au moment de son application à l'égard du titulaire interférera avec les exigences et échéances d'application fixées en vertu du deuxième alinéa de l'article 31.15. Le ministre doit alors indiquer dans l'attestation d'assainissement les normes relatives

au rejet de contaminants dont l'application est reportée ainsi que la période de temps pendant laquelle leur application est reportée.

Pour l'application du troisième alinéa, il y a interférence lorsque l'introduction d'une technologie de réduction ou d'un procédé industriel qui permettrait le respect de la nouvelle norme réglementaire visée au troisième alinéa est insuffisante et incompatible avec la technologie ou le procédé dont l'introduction est prévue pour permettre le respect d'une norme de rejet établie par le ministre en vertu du premier alinéa de l'article 31.15.

Avant de délivrer une attestation d'assainissement modifiée, le ministre doit transmettre au titulaire de l'attestation d'assainissement un avis écrit l'informant de son intention de modifier l'attestation, pour les motifs qu'il indique, et donner au titulaire l'occasion de faire valoir son point de vue au cours des 30 jours suivant la date de la transmission de l'avis. ».

**17.** L'article 31.27 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants :

« Toutefois, dans le cas où la demande d'attestation d'assainissement concerne un établissement industriel dont l'exploitation a débuté après la date de l'entrée en vigueur du décret déterminant la catégorie d'établissements industriels à laquelle appartient l'établissement du demandeur, la première attestation d'assainissement à laquelle est assujéti cet établissement est délivrée pour une période de 10 ans.

Malgré l'expiration de la période prévue au premier ou au deuxième alinéa, l'exploitant demeure titulaire de l'attestation d'assainissement tant qu'une décision n'a pas été prise par le ministre relativement à une nouvelle demande d'attestation d'assainissement. ».

**18.** L'article 31.28 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par la suppression, dans la deuxième ligne de la partie de l'article qui précède le paragraphe 1° du troisième alinéa, des mots « après qu'une décision ait été prise en vertu de cet alinéa » ;

2° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 1° du troisième alinéa, de « , sur acquittement des droits fixés par règlement, » ;

3° par l'insertion, dans la première ligne du quatrième alinéa et après le mot « Toutefois », de « , malgré le troisième alinéa ».

**19.** L'article 31.29 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 1° du premier alinéa, de « ou celles visées au paragraphe 1° de l'article 31.13 » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe 1° du premier alinéa, des suivants :

« 1.1° ne respecte pas les normes relatives au rejet de contaminants, les exigences et échéances d'application visées au paragraphe 1° de l'article 31.13 ;

« 1.2° ne respecte pas le programme correcteur visé au paragraphe 2° de l'article 31.13 ;

« 1.3° ne respecte pas le plan de gestion des déchets visé au paragraphe 2.1° de l'article 31.13 ; » ;

3° par l'insertion, après le paragraphe 3° du premier alinéa, du suivant :

« 3.1° ne lui soumet pas une nouvelle demande d'attestation d'assainissement dans les délais déterminés par règlement ; » ;

4° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 4° du premier alinéa, des mots « du sous-ministre ou d'un fonctionnaire » par les mots « d'un fonctionnaire ou d'une personne » ;

5° par la suppression, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa, des mots « ou d'évacuation » ;

6° par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par le suivant :

« Avant de rendre sa décision, le ministre doit transmettre au titulaire de l'attestation d'assainissement un avis écrit l'informant de son intention de suspendre ou de révoquer l'attestation, pour les motifs qu'il indique, et donner au titulaire l'occasion de faire valoir son point de vue au cours des 30 jours suivant la date de la transmission de l'avis. ».

**20.** L'article 31.30 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

«**31.30** Nul ne peut émettre, déposer, dégager ou rejeter ni permettre l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant résultant de l'exploitation d'un établissement industriel alors que l'attestation d'assainissement qui a été délivrée pour cet établissement fait l'objet d'une suspension ou d'une révocation. ».

**21.** L'article 31.31 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

«**31.31** Lorsqu'un titulaire d'attestation d'assainissement prévoit effectuer un arrêt définitif de l'exploitation de l'établissement industriel, il doit, dans les délais déterminés par règlement, demander au ministre de révoquer son attestation d'assainissement.

Avant de révoquer une attestation d'assainissement, le ministre doit s'assurer que l'arrêt des activités n'entraînera pas l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant. ».

**22.** L'article 31.41 de cette loi, édicté par l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988, est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 6° par les suivants :

«6° fixer des frais pour l'analyse de la demande d'attestation d'assainissement lesquels peuvent varier, notamment, selon l'un ou plusieurs des facteurs suivants :

- a) la catégorie des établissements industriels ;
- b) le territoire sur lequel est situé l'établissement industriel ;
- c) la nature ou l'importance des activités de l'établissement industriel ;

«6.1° fixer, pour un titulaire d'attestation d'assainissement, des droits annuels lesquels peuvent varier selon l'un ou plusieurs des facteurs suivants :

- a) l'un des facteurs visés au paragraphe 6° ;
- b) la nature ou l'importance du rejet de contaminants résultant de l'exploitation de l'établissement industriel ;
- c) la période pendant laquelle l'exploitant est un titulaire d'attestation d'assainissement ;



« 6.2° déterminer les périodes au cours desquelles le paiement des frais et des droits annuels doit être effectué ainsi que les modalités de paiement; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 9°, du suivant :

« 9.1° déterminer la forme et le contenu du rapport technique que doit soumettre un titulaire d'attestation d'assainissement dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article 31.23 et déterminer les qualifications requises des personnes physiques qui peuvent préparer et signer ces rapports; »;

3° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 10°, de « aux paragraphes 7° et 8° » par « au paragraphe 8° »;

4° par le remplacement du paragraphe 13° par le suivant :

« 13° prévoir les cas où les articles 31.18 à 31.22 s'appliquent à une demande de modification d'attestation d'assainissement ainsi que les cas où le deuxième alinéa de l'article 31.19 et les articles 31.20 à 31.22 s'appliquent à une nouvelle demande d'attestation d'assainissement; »;

5° par la suppression du paragraphe 14°;

6° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 15°, des mots « suspendre ou de révoquer celle-ci dans le cas de cessation » par les mots « révoquer celle-ci dans le cas d'arrêt »;

7° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant :

« 16° soustraire de l'application d'une partie de la présente loi, certaines catégories de constructions, travaux, activités et projets réalisés sur le site d'un établissement industriel pour lequel une attestation d'assainissement a été délivrée ou sur une partie de celui-ci ainsi que certaines catégories de procédés industriels utilisés dans le cadre de l'exploitation de cet établissement. ».

**23.** L'article 65 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « pendant une période de 25 ans ».

**24.** L'article 70 de cette loi, modifié par l'article 41 du chapitre 23 des lois de 1990, est de nouveau modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe *g* du premier alinéa, des mots « et le montant de la garantie exigée à cette fin ».

**25.** L'article 99 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de « le cas prévu à l'article 26. Dans ce » par « les cas prévus à l'article 26 et au deuxième alinéa de l'article 31.16. Dans ces ».

**26.** L'article 106 de cette loi, modifié par l'article 731 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié :

1° par le remplacement de la partie de l'article qui précède le paragraphe *a* du premier alinéa par ce qui suit : « Une personne physique qui enfreint l'un ou l'autre des articles 21, 22 ou 31.1, le premier alinéa de l'article 31.16, l'article 31.23, à l'exception des paragraphes 1° et 1.1° du premier alinéa, le premier alinéa de l'un ou l'autre des articles 31.25 ou 31.28 ou l'un ou l'autre des articles 68, 91, 95.1, 95.3, 121, 123.1, 154 ou 189, commet une infraction et est passible d'une amende : » ;

2° par la suppression du paragraphe *f* du deuxième alinéa.

**27.** L'article 106.2 de cette loi, modifié par l'article 733 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié par le remplacement de la partie de l'article qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit : « Quiconque enfreint l'article 31.11, le paragraphe 1° ou 1.1° de l'article 31.23, l'article 31.30 ou le premier alinéa de l'article 31.31 commet une infraction et est passible : ».

**28.** Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception :

1° des articles 2 à 22 qui entreront en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 8 du chapitre 49 des lois de 1988*) ;

2° de l'article 27 qui entrera en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de l'article 106.2 édicté par l'article 18 du chapitre 49 des lois de 1988*).

*securities that must be furnished. Lastly, the bill provides that the authorization of the Minister for using an abandoned waste disposal site for construction purposes will be required beyond the period of 25 years presently prescribed.*